

Vrai ou faux : l'extrême gauche est-elle réellement plus violente que l'extrême droite ?

Alors que Georges-Louis Bouchez, président du MR, affirme que « l'extrême gauche a le monopole de la violence », des questions s'imposent : l'extrême gauche est-elle réellement plus violente que l'extrême droite ? Qu'en disent les chiffres ? Fact-checking.

Journaliste au pôle Enquêtes

Par **Candice Bussoli**

Publié le 25/09/2025

Aujourd'hui le monopole de la violence est clairement à l'extrême gauche », affirmait Georges-Louis Bouchez, président du Mouvement Réformateur (MR) le 16 septembre dernier lors du conseil communal de Mons. Des propos qu'il a réitérés quelques jours plus tard, à la suite d'incidents survenus lors d'une soirée d'hommage organisée à l'occasion des 30 ans de la disparition de Jean Gol et des 20 ans du centre qui porte son nom.

A Liège, ce jour-là, environ 400 manifestants issus de la gauche radicale s'étaient rassemblés pour dénoncer ce qu'ils qualifiaient de « complicité du MR dans le génocide », en référence à la situation à Gaza. La mobilisation a dégénéré, perturbant la commémoration à laquelle participaient élus et sympathisants du parti libéral. A leur arrivée, les invités du MR ont essuyé des jets de pommes pourries et de pétards, tandis que Georges-Louis Bouchez était la cible de slogans et de chants antifascistes et pro-palestiniens. Plusieurs policiers ont été légèrement blessés. Le président du MR enfonce le clou : « C'est encore un exemple du monopole de la violence par la gauche. » Mais ces incidents ponctuels traduisent-ils une réalité plus large ? L'extrême gauche est-elle vraiment plus violente que l'extrême droite ?

En Belgique, la violence associée à des groupes politiques reste limitée. Selon l'OCAM — organisme chargé de recueillir les signalements liés à l'extrémisme et au terrorisme —, en 2024, les cas liés à l'extrémisme de droite représentent 5 % des signalements, contre seulement 1 % pour l'extrémisme de gauche. Au-delà de ces chiffres, il faut définir ce que l'on entend par violence, rappelle François Debras, politologue à l'ULiège : « Est-ce une violence physique, verbale ou idéologique ? Et surtout, contre quoi ou contre qui s'exerce-t-elle ? »

Le dernier rapport de l'OCAM souligne que si les milieux extrémistes de gauche ont été plus actifs en 2024 qu'en 2023 — notamment dans le sillage de la guerre à Gaza — cette mobilisation s'est traduite par « des incidents mineurs, sans actes de violence à proprement parler ». L'organisme relève notamment « des infiltrations de certaines manifestations étudiantes » et des actes de vandalisme limités, comme des tags visant « des entreprises et

<https://www.lesoir.be/701202/article/2025-09-25/vrai-ou-faux-lextrême-gauche-est-elle-reellement-plus-violente-que-lextrême>

institutions ayant un lien avec Israël ». Toutefois, le rapport prévient qu'« une nouvelle augmentation de cette activité n'est pas à exclure ».

Pour l'extrême droite, le spectre est différent, et parfois plus large. « On parle de formes de violence qui n'ont pas la même magnitude », explique Pietro Castelli Gattinara, professeur de communication politique à l'ULB et chercheur associé au centre d'études sur l'extrémisme de l'université d'Oslo. « Si, dans les cas de l'extrême gauche, il s'agit souvent de dégradations, d'affrontements ou d'attaques envers la police lors de manifestations, pour l'extrême droite, cela va jusqu'aux attentats de masse, rapprochant certains groupuscules de la mouvance djihadiste, ainsi qu'à des violences ciblées contre des minorités, encore assez fréquentes en Europe occidentale. » L'atteinte matérielle reste également marquée : « Jusqu'à 2014-2016, dans plusieurs pays comme la Belgique, l'Allemagne ou l'Italie, tout lieu destiné à l'hébergement des migrants devenait une cible potentielle d'attaques, d'incendies ou de dégradations de la part de groupes d'extrême droite », ajoute-t-il.

A l'inverse de l'affirmation d'un monopole de la violence par la gauche, « la violence politique dans les pays de l'OCDE connaît depuis une dizaine d'années une tendance claire. Comme le révèlent les bases de données répertoriant les actes terroristes telles que le Global Terrorism Database, elle est en grande majorité inspirée par des idéologies ou visions du monde d'extrême-droite, à l'instar des massacres de Christchurch (Nouvelle-Zélande), Buffalo (USA), ou Hanau (Allemagne), pour ne citer que quelques incidents parmi des centaines », complète Stéphane Baele, professeur de sciences politiques à l'UCLouvain.

Le rapport de l'OCAM souligne que, si le nombre de signalements liés à l'extrémisme de droite (comme de gauche, par ailleurs) reste limité, les extrémistes de droite constituent tout de même « le deuxième groupe le plus important dans la Banque de données commune T.E.R. ». Cet outil permet un échange en temps réel d'informations non classifiées entre services de sécurité, afin de suivre en priorité les personnes et organisations considérées comme présentant une menace dans le cadre du terrorisme et de l'extrémisme. En 2024, environ 8 % des entités recensées dans la base étaient liées à une idéologie extrémiste de droite, soit près de 45 individus. Ce chiffre marque une légère baisse par rapport à 2023, avec une dizaine d'entités en moins. L'extrémisme de gauche représentait 3 % des entités, soit moins de 20 individus, avec une diminution marginale par rapport à l'année précédente.

Ces constats amènent les experts à rejeter les affirmations de Georges-Louis Bouchez : « Aucune mouvance ne détient un monopole de la violence », tranche Pietro Castelli Gattinara. Selon lui, amplifier de façon disproportionnée des phénomènes minoritaires vise souvent à délégitimer certaines formes de contestation. François Debras parle d'un « effet de rebond » : « C'est lorsque des acteurs politiques saisissent l'actualité pour renforcer un narratif déjà construit depuis plusieurs mois ou années ». Dans ce contexte, le MR se présente comme un parti libéral et humaniste, tandis que ses adversaires sont étiquetés comme appartenant à la gauche. Pour François Debras, « la rhétorique reste inchangée : l'actualité devient un outil pour consolider une histoire que l'on souhaite imposer. L'idée est de faire croire qu'un fait isolé, s'il se répète, devient une vérité ». L'extrême gauche plus violente que l'extrême droite ? Factuellement, non. Une construction politique, plutôt.